

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà fait savoir que nous avons temporairement suspendu les pourparlers pour les raisons que j'ai dites. Je pense avoir soigneusement indiqué à la Chambre les objectifs que le gouvernement dûment élu du Canada poursuivait.

J'ai indiqué à ce moment-là qu'un accord sérieux liant légalement des partenaires commerciaux en vue d'éliminer les entraves à leur commerce réciproque était la solution au problème du protectionnisme. C'est également notre approche à l'égard du commerce mondial. Il est évident que nous devons trouver des moyens spéciaux et directs d'assurer et d'accroître nos échanges commerciaux d'une valeur de 155 milliards de dollars par année avec les États-Unis.

Des millions d'emplois dépendent directement d'un accès assuré au marché des États-Unis. L'avenir des travailleurs canadiens, tant à Oshawa qu'ailleurs, dépend de l'accès assuré au marché le plus dynamique du monde. Cela nécessite également des investissements.

Voilà pourquoi nous avons cherché à obtenir une entente globale qui, comme l'a prédit le Conseil économique du Canada, pourrait créer des centaines de milliers de nouveaux emplois. Je ne pense pas que les Canadiens reprochent jamais à un gouvernement de chercher à assurer une nouvelle prospérité à tous les Canadiens.

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Il a déclaré plus tôt que la réponse du gouvernement américain à certaines questions très importantes n'était pas satisfaisante. Est-ce à dire que les pourparlers avec les États-Unis ne pourront se poursuivre que si le gouvernement canadien décide que la position américaine est acceptable et qu'il cède aux exigences des États-Unis? N'est-ce pas ce qui ressort clairement des propos du premier ministre? Si c'est le cas, pourquoi poursuit-il ces entretiens qui ne servent pas les intérêts du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suppose qu'il n'est pas venu à l'esprit du député que le gouvernement américain pourrait changer d'avis, et que les États-Unis d'Amérique pourraient conclure, comme on a pu le lire dans *The Economist* de Londres cette semaine:

Si les entretiens échouent dans ces conditions, l'échec fera comprendre . . .
 . . . aux États-Unis . . .
 . . . qu'ils doivent oublier la nouvelle entente qu'ils veulent conclure avec les 91 autres pays membres du GATT, s'ils ne peuvent même pas négocier les questions fondamentales avec un pays qui est son ami et voisin du nord.

Autrement dit, la balle est dans le camp des États-Unis d'Amérique. Ils savent que le Canada a fait des efforts énergiques et réels, qu'il veut conclure cette entente et il incombe désormais aux États-Unis de faire sa part dans ce processus.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre.

Questions orales

S'il y a du vrai dans sa déclaration selon laquelle les États-Unis pourraient changer d'avis, pourquoi ne l'ont-ils pas fait jusqu'ici? Pourquoi l'ambassadeur Reisman a-t-il dû suspendre les pourparlers et revenir participer à des discussions depuis deux semaines, si tout était aussi simple et évident? Au lieu de citer *The Economist*, pourquoi le premier ministre ne cite-t-il pas les déclarations qu'il a faites lorsqu'il était candidat à la direction de son parti et qu'il s'opposait au libre-échange? Pourquoi ne se rappelle-t-il pas les quelques paroles sensées qu'il ait jamais prononcées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce n'était ni particulièrement simple ni évident. C'est une situation complexe et délicate, une véritable gageure. Il faut du courage, du leadership et une détermination totale pour représenter les intérêts du Canada. Même si le député du parti libéral refuse d'en tenir compte, je l'invite instamment à lire l'éditorial du *The Economist* intitulé: «Allez, Canada» parce qu'un accord global de libre-échange reposant sur des conditions fixées par le Canada servira véritablement l'intérêt national et en outre, il pourra donner l'exemple aux autres pays, dans le secteur de la libéralisation des échanges, ce qui sera utile à tout le monde libre.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RENONCER AUX NÉGOCIATIONS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je tiens à présenter mes condoléances au premier ministre, qui voit son projet s'envoler en fumée.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: Je vais demander carrément au premier ministre s'il est disposé, au nom de la fierté de notre pays, à renoncer pour de bon à ces négociations. Autrement, les concessions de dernière minute feront grand tort au Canada.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais gré au député de ses bons sentiments et de son témoignage d'affection, mais la réponse est non.

M. Langdon: Monsieur le Président, le premier ministre, lorsqu'il se heurte à un mur de briques, met toujours un certain temps à s'en apercevoir.

Des voix: oh, oh!

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE L'ACCENT SUR LES NÉGOCIATIONS DU GATT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le gouvernement va-t-il renoncer à ces négociations et adopter une nouvelle politique économique qui mette davantage l'accent sur le GATT, qui favorise l'édification de notre propre base industrielle et qui partage entre toutes les régions du Canada le potentiel commercial pour que tous puissent en profiter?